

CONVENTION RELATIVE AU REFERENT SIGNALEMENT

Entre les soussignés :

Le Centre de Gestion de l'Orne, dont le siège est situé 2, rue François ARAGO – 61250 Valframbert, représenté par son Président, Francis AÏVAR,

d'une part,

Et Terres d'Argentan Interco, située 12 route de Sées – 61200 Argentan, représentée par son Président, Frédéric LEVEILLE,

d'autre part,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 6 quater A,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 26-2,

Vu le décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel et d'agissements sexistes dans la fonction publique,

Vu la circulaire du 9 mars 2018 relative à la lutte contre les violences sexuelles et sexistes dans la fonction publique,

Vu l'accord relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes dans la Fonction Publique du 30 novembre 2018,

Vu la Charte de fonctionnement des dispositifs de signalement et de traitement des situations de violences sexuelles, de discrimination, de harcèlement sexuel ou moral et d'agissements sexistes de la DGAFP, édition 2019,

Vu la charte de coopération des Centres de Gestion Normands du 20 octobre 2016 et le schéma régional de coopération, de mutualisation et de spécialisation du 18 décembre 2020 et ses différentes conventions de partenariat,

Vu la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion du 15 juin 2021,

Considérant que les Centres de Gestion peuvent eux-mêmes mutualiser le dispositif de signalement dans le cadre d'une stratégie de coopération régionale et proposer cette nouvelle mission optionnelle à destination de leurs collectivités affiliées et non affiliées,

Considérant que les Centres de Gestion Normands ont fait le choix de permettre un « dépaysement » du recueil et du traitement des signalements afin d'éviter qu'un référent n'ait à traiter de situations dont il connaîtrait les protagonistes (*victimes, témoins, auteurs*) dans son propre département.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet :

La présente convention a pour objet la mise en œuvre d'une mission de signalement du harcèlement.

Article 2 – Mode d'intervention :

Les Centres de Gestion Normands se sont associés afin de proposer un service mutualisé répondant aux exigences induites par la réglementation : confidentialité, neutralité et objectivité ;

Le référent signalement pour l'Orne sera joignable à l'adresse suivante :

Référent Signalement- Confidentiel

CDG76

40 allée de la Ronce

76230 ISNEAUVILLE

Ou par mail au :

Referent.signalement@cdgnormands.fr

Le dépôt du signalement

Afin de respecter les exigences légales et réglementaires, le dépôt ne peut avoir lieu que par l'intermédiaire d'un formulaire écrit dont le contenu est consultable uniquement par le seul référent signalement.

Le recueil du signalement

Le référent signalement accuse réception et indique à l'auteur qu'il sera informé des suites données par écrit dans un délai maximal de 2 mois. En cas de formulaire incomplet, le référent signalement accuse réception mais alerte sur le caractère incomplet du formulaire. Il identifie les champs manquants et invite l'auteur à les compléter le plus rapidement possible. Un échange avec l'auteur du signalement est toujours possible en cas de besoin.

Le traitement du signalement

Le rôle du référent signalement est d'orienter l'auteur du signalement notamment vers les services et professionnels chargés de son accompagnement et de son soutien (médecin de prévention, psychologue du travail, assistante sociale, défenseur de droits, associations de soutien ...). Il transmet également le signalement à l'Autorité Territoriale pour qu'elle prenne toutes les mesures nécessaires à la protection du ou des agent(s) concerné(s). Conformément à l'article 40 du Code de procédure pénale, il transmet le signalement au procureur dès lors qu'il acquiert la connaissance d'un délit. Afin d'accompagner l'agent et l'employeur, le référent signalement pourra :

- S'enquérir de la situation de l'agent directement auprès de lui ou des services et professionnels concernés, avec son accord
- Proposer une enquête administrative et être tenu informé de ses résultats et des mesures de protection retenues.

Article 3 - Tarification :

L'adhésion à ce service est proposée de manière gracieuse.

Chaque signalement suivi fera l'objet d'une facturation d'un montant de 335 € à la collectivité employeur.

Article 4 - Facturation :

La Collectivité s'acquittera du montant de l'intervention à concurrence du nombre de signalements.

Le règlement interviendra par mandat administratif dont le montant sera versé à :

Paierie départementale

BP 346 61000 Alençon

B.D.F 30001 00118 C610000000 34

Article 5 - Durée de validité de la présente convention :

La présente convention est convenue pour une durée de trois ans à la date d'arrivée au CDG 61. A cette échéance une nouvelle convention sera passée entre les parties si celles-ci désirent poursuivre le partenariat.

Article 6 - Contentieux :

En cas de litige survenant entre les parties à l'occasion de l'exécution de la présente convention, le tribunal administratif de Caen est compétent.

Fait en deux exemplaires

A Valframbert, le

A Argentan, le

Pour le Centre de Gestion,

Pour la Collectivité,

Le Président,

Le Président,

Francis AÏVAR

Frédéric LEVEILLE